

N° 1535.

AUTRICHE ET FINLANDE

Echange de notes comportant un accord relatif à l'abolition des visas des passeports pour les citoyens des deux Etats. Vienne, le 21 juillet 1927.

AUSTRIA AND FINLAND

Exchange of Notes constituting an Agreement relating to the Abolition of Passport Visas for the Nationals of the two States. Vienna, July 21, 1927.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 1535. — NOTENWECHSEL ZWISCHEN DER ÖSTERREICHISCHEN UND DER FINNISCHEN REGIERUNG, BETREFFEND EIN ABKOMMEN ZUR BESEITIGUNG DES SICHTVERMERKS-ZWANGES FÜR DIE BEIDERSEITIGEN STAATSANGEHÖRIGEN. WIEN, DEN 21. JULI 1927.

Texte officiel allemand communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Finlande. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 20 septembre 1927.

German official text communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place September 20, 1927.

I.

WIEN, den 21. JULI 1927.

EW. EXZELLENZ,

Hierdurch bechre ich mich Ihnen mitzuteilen, dass DIE FINNISCHE REGIERUNG den Vereinbarungen zustimmt, die auf Grund der in Wien zwischen Vertretern der beiderseitigen Regierungen geführten Verhandlungen über die Beseitigung des Sichtvermerkszwanges wie folgt getroffen worden sind :

Artikel I.

Die Angehörigen des einen Staates können das Gebiet des anderen Staates über die amtlich zugelassenen Grenzübergangsstellen jederzeit lediglich auf Grund eines gültigen Heimatpasses, aus dem sich die Staatsangehörigkeit des Inhabers einwandfrei ergibt, ohne Sichtvermerk des Gegenstaates betreten und verlassen. Die Vergünstigung bezieht sich nur auf die Inhaber von Nationalpässen, nicht von sogenannten Fremdenpässen (Reisepässe für Ausländer). Nationalpässe werden nur an Personen ausgestellt, deren Zugehörigkeit zum ausstellenden Staat einwandfrei feststeht.

Für Kinder unter fünfzehn Jahren genügt an Stelle eines Passes ein amtlicher Ausweis über Namen, Alter, Staatsangehörigkeit und Wohnsitz oder dauernden Aufenthalt des Kindes. Der Kinderausweis muss bei Kindern über zehn Jahren mit einem von der ausstellenden Behörde abgestempelten Lichtbild versehen sein.

Für den gemeinschaftlichen Grenzübertritt von Personengruppen, die aus finnischen Staatsangehörigen oder aus österreichischen Staatsangehörigen bestehen, gilt eine von der zuständigen Behörde des einen Staates ausgestellt und von der zuständigen Behörde des anderen Staates mit Sichtvermerk versehene Sammelliste als Passersatz. Der Sichtvermerk wird gebührenfrei erteilt. Sammellisten werden für Arbeitertransporte nicht ausgestellt.

Artikel II.

Die jeweils im Gebiete der beiden Staaten geltenden Bestimmungen über die Verhängung von Grenzsperrn, über die Zurückweisung nicht einwandfreier Reisender an der Grenze, über die Meldung,

¹ TRADUCTION.

N^o 1535. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS AUTRICHIEN ET FINLANDAIS, COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A L'ABOLITION DES VISAS DES PASSEPORTS POUR LES CITOYENS DES DEUX ETATS. VIENNE, LE 21 JUILLET 1927.

I.

VIENNE, le 21 juillet 1927.

MONSIEUR LE CHANCELIER FÉDÉRAL,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le GOUVERNEMENT FINLANDAIS adhère aux accords ci-après conclus à la suite des négociations qui ont eu lieu à Vienne entre les représentants des deux gouvernements, au sujet de la suppression du visa obligatoire des passeports.

Article premier.

Les ressortissants de chacun des deux Etats peuvent, en tout temps, franchir sans visa la frontière de l'autre Etat aux points de passage officiellement autorisés, sur la simple production d'un passeport national valable, établissant incontestablement la nationalité du titulaire. Ce traitement de faveur ne vise que les détenteurs de passeports nationaux, mais non pas ceux de passeports d'étrangers (passeports pour étrangers). Les passeports nationaux ne sont délivrés qu'à des personnes ayant établi de façon incontestable leur qualité de ressortissant de l'Etat qui délivre le document.

En ce qui concerne les enfants âgés de moins de quinze ans, le passeport pourra être remplacé

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 1535. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE AUSTRIAN AND FINNISH GOVERNMENTS, CONSTITUTING AN AGREEMENT RELATING TO THE ABOLITION OF PASSPORT VISAS FOR THE NATIONALS OF THE TWO STATES. VIENNA, JULY 21, 1927.

I.

VIENNA, July 21, 1927.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform you that THE FINNISH GOVERNMENT adheres to the following arrangements concluded as a result of the negotiations which took place in Vienna between the representatives of the two Governments concerning the abolition of the compulsory visa for passports :

Article I.

Nationals of either State may at any time cross the frontier of the other State at the officially recognised points without a visa and on production only of a valid national passport clearly establishing the holder's nationality. This privilege applies to holders of national passports only and not to holders of so-called foreigners' passes (passports for foreigners). National passports shall only be issued to persons who can establish beyond doubt that they are nationals of the State issuing the document.

In the case of children under fifteen a passport may be replaced by an official document

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

par une pièce officielle indiquant le nom, l'âge, la nationalité, ainsi que le domicile ou la résidence permanente de l'enfant. Cette pièce doit, pour les enfants âgés de plus de dix ans, être munie d'une photographie estampillée par l'autorité qui délivre ces documents.

En ce qui concerne le passage de la frontière par des groupes de personnes voyageant ensemble et composés de ressortissants finlandais ou de ressortissants autrichiens, le passeport pourra être remplacé par une liste collective dressée par l'un des deux Etats et visée par l'autorité compétente de l'autre Etat. Le visa sera délivré gratuitement. Il ne sera pas établi de liste collective pour les passeports d'ouvriers.

Article II.

Les dispositions en vigueur sur le territoire des deux Etats, concernant la fermeture de la frontière, le refoulement de voyageurs indésirables, la déclaration à la police, le séjour et l'expulsion des étrangers, ainsi que la protection du marché national du travail contre l'invasion de la main-d'œuvre étrangère, ne sont pas affectées par le présent accord.

Article III.

Chacun des deux Etats peut expulser les ressortissants de l'autre Etat :

(a) Qui enfreignent les règlements concernant la déclaration à la police et le séjour des étrangers dans le pays ; ou

(b) Dont l'activité en qualité d'ouvriers ou d'employés viole les dispositions prises en vue de la protection du marché national du travail.

Chacun des deux Etats prendra les mesures nécessaires pour que ses nationaux, au moment où ils demandent qu'il leur soit délivré un passeport pour se rendre dans l'autre pays en vue d'occuper un emploi, soient avisés de la nécessité d'obtenir préalablement l'assurance qu'ils seront autorisés à exercer leur profession ou à occuper cet emploi.

Article IV.

Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} août 1927 et pourra être dénoncé moyennant préavis d'un mois.

Veillez agréer, etc.

Harri HOLMA.

stating the name, age, nationality and domicile or permanent residence of the child. As regards children over ten, this document must be furnished with a photograph stamped by the issuing authority.

With regard to the crossing of the frontier by groups of persons travelling together, and consisting of either Finnish nationals or Austrian nationals, a collective list made out by the competent authority of the one State and visé by the competent authority of the other State may take the place of a passport. The visa shall be issued free of charge. Collective lists shall not be made out for groups of workmen.

Article II.

The provisions in force in the territory of the two States relating to the closing of the frontier, the turning back of undesirable travellers, police registration, the residence and expulsion of foreigners and the protection of the home market against invasion by foreign labour, shall not be affected by the present Agreement.

Article III.

Each of the two States may expel from its territory nationals of the other State :

a) Who infringe the regulations concerning police registration and the residence of foreigners in the country,

or

b) Whose activities as workmen or employees are contrary to the regulations for the protection of the home market.

Each of the two States shall take steps to inform its nationals, when they apply for a passport to proceed to the other country for the purpose of taking up a post, that they must obtain consent to exercise a calling or take up a post in that other country.

Article IV.

The present Agreement shall enter into force on August 1, 1927, and may be denounced by giving one month's notice.

I have the honour to be, etc.

Harri HOLMA.

II.

VIENNE, le 21 juillet 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En me référant à votre note du 21 juillet de cette année, par laquelle vous avez bien voulu me communiquer la proposition de votre gouvernement concernant la suppression du visa obligatoire entre l'Autriche et la Finlande pour les ressortissants des deux pays, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE AUTRICHIENNE est heureux d'accepter cette proposition et qu'il adhère à la réglementation suivante :

Article premier.

Les ressortissants de chacun des deux Etats peuvent, en tout temps, franchir sans visa la frontière de l'autre Etat aux points de passage officiellement autorisés, sur la simple production d'un passeport national valable, établissant incontestablement la nationalité du titulaire. Ce traitement de faveur ne vise que les détenteurs de passeports nationaux, mais non pas ceux de passeports d'étrangers (passeports pour étrangers). Les passeports nationaux ne sont délivrés qu'à des personnes ayant établi de façon incontestable leur qualité de ressortissants de l'Etat qui délivre le document.

En ce qui concerne les enfants âgés de moins de quinze ans, le passeport pourra être remplacé par une pièce officielle indiquant le nom, l'âge, la nationalité, ainsi que le domicile ou la résidence permanente de l'enfant. Cette pièce doit, pour les enfants âgés de plus de dix ans, être munie d'une photographie estampillée par l'autorité qui a délivré les documents.

En ce qui concerne le passage de la frontière par des groupes de personnes voyageant ensemble et composés de ressortissants autrichiens ou de ressortissants finlandais, le passeport pourra être remplacé par une liste collective dressée par l'un des deux Etats et visée par l'autorité compétente de l'autre Etat. Le visa sera délivré gratuitement. Il ne sera pas établi de liste collective pour les transports d'ouvriers.

II.

VIENNA, July 21, 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to your Note of July 21, 1927, in which you communicate to me the proposal of your Government regarding the abolition of the compulsory visa between Austria and Finland as far as concerns nationals of the two countries, I have the honour to inform you that the FEDERAL GOVERNMENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC has pleasure in accepting this proposal and that it adheres to the following regulations :

Article I.

Nationals of either State may at any time cross the frontier of the other State at the officially recognised points without a visa and on production only of a valid national passport clearly establishing the holder's nationality. This privilege applies to holders of national passports only and not to holders of so-called foreigners' passes (passports for foreigners). National passports shall only be issued to persons who can establish beyond doubt that they are nationals of the State issuing the document.

In the case of children under fifteen a passport may be replaced by an official document stating the name, age, nationality and domicile or permanent residence of the child. As regards children over ten, this document must be furnished with a photograph stamped by the issuing authority.

With regard to the crossing of the frontier by groups of persons travelling together, and consisting of either Finnish nationals or Austrian nationals, a collective list made out by the competent authority of the one State and visé by the competent authority of the other State may take the place a passport. The visa shall be issued free of charge. Collective lists shall not be made out for groups of workmen.

Article II.

Les dispositions en vigueur sur le territoire des deux Etats, concernant la fermeture de la frontière, le refoulement de voyageurs indésirables, la déclaration à la police, le séjour et l'expulsion des étrangers, ainsi que la protection du marché national du travail contre l'invasion de la main-d'œuvre étrangère, ne sont pas affectées par le présent accord.

Article III.

Chacun des deux Etats peut expulser les ressortissants de l'autre Etat :

- (a) Qui enfreignent les réglemens concernant la déclaration à la police et le séjour des étrangers dans le pays ; ou
- (b) Dont l'activité en qualité d'ouvriers ou d'employés viole les dispositions prises en vue de la protection du marché national du travail.

Chacun des deux Etats prendra les mesures nécessaires pour que ses nationaux, au moment où ils demandent qu'il leur soit délivré un passeport pour se rendre dans l'autre pays en vue d'occuper un emploi, soient avisés de la nécessité d'obtenir préalablement l'assurance qu'ils seront autorisés à exercer leur profession ou à occuper cet emploi.

Article IV.

Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} août 1927 et pourra être dénoncé moyennant préavis d'un mois.

Veillez agréer, etc.

SEIPEL.

Article II.

The provisions in force in the territory of the two States relating to the closing of the frontier, the turning back of undesirable travellers, police registration, the residence and expulsion of foreigners and the protection of the home market against invasion by foreign labour, shall not be affected by the present Agreement.

Article III.

Each of the two States may expel from its territory nationals of the other State :

- (a) Who infringe regulations concerning police registration and the residence of foreigners in the country,
- or
- (b) Whose activities as workmen or employees are contrary to the regulations for the protection of the home market.

Each of the two States shall take steps to inform its nationals, when they apply for a passport to proceed to the other country for the purpose of taking up a post, that they must obtain consent to exercise a calling or take up a post in that other country.

Article IV.

The present Agreement shall enter into force on August 1, 1927, and may be denounced by giving one month's notice.

I have the honour to be, etc.

SEIPEL.